



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIMAGRAIN

CS 20001 Saint Beuzire
63360 Gerzat

20241016-RAP-63-1032-InspLIMAGRAIN-Ennezat
Code AIOT : 0005600354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement LIMAGRAIN implanté 21 Avenue de la Gare 63 720 Ennezat. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIMAGRAIN
- 21 Avenue de la Gare 63720 Ennezat
- Code AIOT : 0005600354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LIMAGRAIN est une coopérative agricole qui réunit près de 1 300 adhérents, agriculteurs des plaines de la LIMAGNE qui lui permettent d'exercer les activités suivantes :

- Production de semences : LIMAGRAIN commercialise des semences destinées aux agriculteurs, aux maraîchers et aux jardiniers amateurs. LIMAGRAIN gère la chaîne de production depuis la récolte jusqu'au conditionnement des semences prêtes à la commercialisation ;
- Production de céréales : LIMAGRAIN récolte, stocke (après séchage et nettoyage mécanique des grains) et commercialise des céréales dites « de consommation ». Les céréales servent à l'alimentation humaine et animale.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	Propreté des locaux à risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
9	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
10	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les thématiques abordées lors de cette inspection montrent un bon niveau de maîtrise des obligations réglementaires de la part de l'exploitant, notamment grâce à la mise en place de nombreuses procédures formalisées.

Les actions correctives demandées visent à optimiser les outils déjà en place avec la mise à jour du PUI, l'amélioration du suivi des vérifications des dispositifs contre la foudre et l'amélioration des procédures de nettoyage actuellement en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure référencée LAP-MS-AC-008 à disposition des chefs de silos pour la remontée d'information concernant les incidents et presque accidents. Cette procédure (fiche de signalement) précise le lieu, l'horaire, la description de la situation (type de risque, circonstances de la situation et estimation d'un niveau de dangers) et les mesures ayant été immédiatement prises. Après un signalement, la fiche est analysée par le service risque de l'exploitant, qui organise une réunion d'échange avec les services concernés (service d'exploitation et service technique). L'objectif de cet échange est d'établir les causes de l'événement et de fixer les actions correctives. Selon le niveau de gravité, un signalement DREAL est réalisé avec la production d'un rapport de type BARPI. Un bilan annuel de l'ensemble des événements est produit par le service risque. Le dernier rapport d'accident déclaré au Préfet est daté du 08/01/2021 pour un départ de feu au

niveau du silo 3. Le dernier événement interne, ayant fait l'objet d'une fiche de signalement, est daté du 19/03/2024 pour un bruit anormal au niveau du tambour TB532 du silo 3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion sont identifiées à travers l'étude de dangers du site, qui a fait l'objet d'une mise à jour récente dans le cadre du lancement du projet de modernisation du complexe agro industriel.</p> <p>Ces zones sont reportées sur un plan général du site, puis sur de 2 sous-plans correspondants aux secteurs « métier du grain » et « semences ».</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été identifié plusieurs affichages faisant référence aux risques identifiés et à la conduite à tenir (consignes de sécurité). Quelques affichages présentent des signes d'usure et de salissure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Apporter une vigilance sur la bonne conservation et la bonne visibilité des affichages actuellement en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par</p>

l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

Le plan des installations avec indication :

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;

Les stratégies d'intervention en cas de sinistre.

Le cas échéant :

- la procédure d'inertage ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Constats :

Le groupe LIMAGRAIN COOP dispose d'un document chapeau présentant le processus général de la gestion d'une crise (identification d'un événement, évaluation de la crise, activation de la cellule de crise, gestion des scénari et fin de crise). Ce document multi-site propose notamment des fiches réflexes « fonctions » décrivant les rôles et missions affectés aux différentes fonctions (pilote, secrétaire, expert, coordinateur et communiquant).

Puis pour chaque site, dont le site d'Ennezat, un document spécifique décrit les zones présentant un danger, les quantités de produits dangereux et les moyens de protection présents. Ce document intitulé PUI (Plan d'Urgence Interne) est également complété par des fiches réflexes de type « intervention ».

La dernière version du PUI du site est datée du mois d'août 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à une mise à jour du PUI, d'une part pour le mettre en cohérence avec la dernière version de l'étude de dangers et d'autre part pour intégrer les mises à jour des fiches réflexes d'intervention actuellement en cours de finalisation suite à l'exercice incendie du 28 mars 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de prévention / Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser

<p>ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant formalise un plan de prévention (ponctuel ou annuel) pour toutes les interventions par entreprises extérieures. Celui-ci est complété par un permis de feu selon le type d'opération à réaliser.</p> <p>En inspection, un plan de prévention récent a été analysé, à savoir celui relatif à la mise en place d'un nouveau séchoir. Le plan de prévention liste bien l'ensemble des obligations réglementaires, notamment la nature des opérations, les conditions d'intervention, l'analyse des risques, les moyens de prévention correspondants, ainsi que le recours à de la sous-traitance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; • l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports de vérification des installations électriques des années 2023 et 2024 pour l'ensemble des silos présents sur le site.</p> <p>L'organisme de contrôle produit 2 rapports par silo, l'un au titre de la réglementation ICPE (art.9 de l'AM du 29/03/2024) et l'un au titre du code du travail. En complément, l'organisme de contrôle transmet une fiche de suivi à l'exploitant pour la prise en main des actions correctives. L'ensemble des rapports transmis présentent des observations.</p> <p>Le service sécurité de LIMAGRAIN est en charge de l'analyse des rapports et de la programmation</p>

des actions correctives. Ces besoins sont soit pris en main en régie, soit commandés à un prestataire externe. Le service sécurité assure, par la suite, un suivi annuel des différentes actions entreprises.

L'organisation en place montre une bonne maîtrise des demandes relatives à la conformité électrique des installations. Les observations actuellement déclarées dans les différents rapports de vérification sont mineures et bien en cours de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le dernier rapport de vérification des installations de protection contre la foudre pour l'ensemble des silos présents sur le site (1 rapport pour les 4 silos).

Ce rapport daté du 21/12/2023 fait état de 9 observations réparties sur les silos 1, 2 et 3, dont certaines semblent prioritaires.

« SILO 1 : Absence de parafoudre de type 1 dans le poste 2 comme indiqué dans l'étude technique »

« SILO 2 : Absence de parafoudre de type 2 dans le TGBT 2.5 afin de protéger la ligne détection extinction gaz »

« SILO 3 : Absence de parafoudre de type 1 comme préconisé dans l'étude technique »

Le service sécurité de LIMAGRAIN est en charge de l'analyse des rapports et de la programmation des actions correctives. Ces besoins sont essentiellement satisfaits par des prestataires externes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'issue de la prochaine vérification complète des installations de protection contre la foudre (décembre 2024), il est demandé de transmettre à l'inspection un plan d'action listant les

<p>éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - observations formulées, - niveau de priorité, - actions correctives mises en place, - échéances de réalisation. <p>Il est rappelé que la réglementation précitée demande une remise en état dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dans son ensemble dispose de plusieurs typologies de moyens de lutte contre l'incendie, notamment des extincteurs, des RIA, des réserves d'eau, des détecteurs de fumées, des détecteurs de gaz, des colonnes sèches et des systèmes Sprinkler.</p> <p>Les vérifications périodiques sont effectuées par des prestataires spécialisées différents selon le type d'équipement. Les rapports analysés en inspection montrent une vérification exhaustive à une fréquence annuelle.</p> <p>Par ailleurs, l'exercice incendie organisé le 28 mars 2024 a mis en évidence des améliorations à engager, notamment au niveau de la réserve en eau de 1 200 m³, qui présentait un niveau d'encombrement incompatible avec l'utilisation des colonnes d'aspiration en place.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté la vidange de la réserve en eau et le curage en cours du fond de la réserve (présence de terre et de branchage). Le nettoyage des colonnes d'aspirations et la remise en eau intégrale sont programmés sur les jours suivants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté des locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Les fréquences minimales de nettoyage sont fixées par procédure (silo par silo et zonage par zonage). Par exemple, la procédure référencé LAP-MG-034 du silo 1 fixe une fréquence mensuelle pour le nettoyage des différents niveaux de la tour de manutention, les abords des cellules et la plateforme de stockage et une fréquence bimensuelle pour le sol des zones de rez-de-chaussée.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le scan des pages de procédures correspondant au mois de juin et juillet 2024 pour l'ensemble des silos du site.

Ces différents plannings de nettoyage sont vus en préparation de l'inspection, puis sur site avec les chefs des silos visités (silo 4, silo 2 et silo 1). Lors de la visite de terrains, il est constaté :

- un très bon niveau de propreté pour les différentes zones du silo 4 ;
- un bon niveau de propreté pour les différents niveaux de la tour de manutention du silo 2.5 ;
- **un niveau important d'empoussièrement de la zone « sur cellules » du silo 2.5 ;**

Le silo 1 dédié au maïs ne présente pas encore de stockage à ce stade de la saison.

Le remplissage des plannings est régulier et conforme aux fréquences minimales, **à l'exception de la zone « sur cellules » du silo 2.5 précités qui n'a, en effet, pas fait l'objet de nettoyage mensuel durant les mois d'août et de septembre 2024.** L'exploitant indique que cette période calendaire est complexe en termes de nettoyage étant donné le niveau d'activité (mouvements entre cellules et remplissage). Il est également précisé que la conception du silo (ouvert) est propice à l'empoussièrement.

Les opérations de nettoyage sont essentiellement réalisées par aspiration (conduits d'aspiration et outils télescopiques), ponctuellement par balais et annuellement par cordiste.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder immédiatement à un nettoyage de la zone « sur cellules » du silo 2.5.

Puis, ré-évaluer la fréquence de nettoyage de cette zone et des zones comparables, notamment durant les périodes calendaires présentant à une forte activité, afin de limiter les niveaux d'accumulation de poussières. Faire appliquer cette fréquence auprès des responsables de silos.

Transmettre à l'inspection les éléments justificatifs.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois pour le nettoyage de la zone « sur cellules » du silo 2.5

N° 9 : Surveillance et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite sur site a permis de constater les moyens disponibles pour assurer la surveillance des conditions de stockages des produits.</p> <p>L'exploitant dispose, pour chaque ensemble de silos, d'un superviseur informatisé permettant de visualiser les différentes cellules de stockage et les différents organes de transport de produits. Les températures de stockage sont surveillées en temps réel par des plages théoriques permettant le déclenchement d'une alarme ou d'un défaut selon les dépassements observés. Ces défauts sont relayés sur le téléphone portable du chef de silo et nécessitent une action d'acquiescement pour la remise en marche de l'installation.</p> <p>Selon le type de défaut, une intervention sur site est réalisée par l'équipe silo en place et signalé au chef de silo.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les</p>

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

La visite sur site a permis de constater les modalités mises en œuvre pour assurer le suivi des matières stockées.

Ce suivi est informatisé et effectué sous la responsabilité de chaque chef de silo.

La quantité et la nature des produits stockés sont précisés au droit de chaque cellule. Les mouvements de matières entre cellules sont réalisés sous la responsabilité du chef de silo et reportés sur le logiciel de suivi des stocks.

Un contrôle par mesure laser est réalisé mensuellement, afin de vérifier la cohérence entre les volumes réels et les volumes recensés sur le logiciel de suivi.

Type de suites proposées : Sans suite